

Abolie par Trump, la « théorie du genre » divise l'Europe

ALORS QUE LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN A FAIT DE LA BINARITÉ DES SEXES SA POLITIQUE OFFICIELLE, ÉRADIQUANT L'IDÉOLOGIE DU GENRE DE SON ADMINISTRATION ET DE SES ÉCOLES, CERTAINS PAYS EUROPÉENS ESTIMENT AU CONTRAIRE DEVOIR LA DÉFENDRE.

 12 min • Eugénie Boilait

Donald Trump, entouré d'une myriade de jeunes filles, signe un décret interdisant aux athlètes transgenres de pratiquer des sports féminins. La scène pour le moins curieuse s'est déroulée le 5 février dernier, à la Maison-Blanche.

« Félicitations à toutes les personnes de gauche qui faisaient campagne pour détruire les droits des femmes et des filles. Sans vous, il n'y aurait pas d'images comme celle-ci », s'est empressée d'ironiser sur X la célèbre auteur J.K. Rowling,

venue en quelques années l'une des principales figures « anti-transactivisme ».

Outre-Atlantique, le message est donc clair : c'en est fini avec la « théorie du genre ». C'est en tout cas ce qu'espère le président américain. *« La politique officielle des États-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme »,* a déclaré Donald Trump le jour de son investiture. *« Il s'agit de sexes qui ne sont pas modifiables et qui s'appuient sur une réalité fondamentale et incontestable »,* avait ajouté une source au sein de l'équipe présidentielle auprès de l'AFP. Des propos qui ne surprennent guère de la part de celui qui avait assuré, dès le 22 décembre dernier, vouloir *« stopper le délire transgenre »,* devant une foule survoltée de jeunes conservateurs réunis à Phoenix. *« Je signerai des décrets pour mettre fin aux mutilations sexuelles des enfants, exclure les transgenres de l'armée et les exclure des écoles primaires, des collèges et des lycées »,* avait-il lancé.

Le président américain ne s'est pas fait attendre et s'est engagé dès le 20 janvier, dans un décret, à protéger « *les femmes contre l'extrémisme des idéologies de genre* » et surtout à « *rétablir la vérité biologique auprès du gouvernement fédéral* ». Concrètement, Donald Trump « *entend ici rappeler à son pays qu'il existe une vérité biologique* », analyse Jean-François Braunstein, professeur d'université spécialisé en philosophie des sciences. Car à l'origine du débat qui secoue le monde occidental depuis quelques décennies, deux camps se font face : les défenseurs de la « théorie du genre », et ses détracteurs.

D'après le philosophe, cette théorie « *née dans les années 1950, a fini par expliquer que ce qui compte, c'est la conscience que l'on a de se sentir femme ou homme, ou n'importe quoi d'autre, quel que soit son corps. En d'autres termes, le corps n'existe pas ou est simplement le résultat de la conscience.* » Dans cette perspective, il faut donc différencier le sexe biologique et l'« *identité de genre* », définie par le Planning familial (association française agréée par l'Éducation nationale) comme le « *ressenti interne du genre de l'individu. Indépendamment de son assignation, du regard de la société ou de son apparence/expression de genre* ».

Pourtant « *la théorie du genre n'existe pas !* », avait assuré l'ancienne ministre française de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, dès 2013, balayant ainsi les critiques de ses « ABCD de l'égalité » qui, à l'époque, avaient fait ruer dans les brancards. « *La théorie du genre n'existe pas, elle n'existe pas non plus dans le programme* », a réaffirmé comme en écho l'éphémère locataire de la Rue de Grenelle Anne Genetet en marge d'un déplacement à Marcq-en-Barœul, dans le Nord, en novembre dernier. Pas d'inquiétude selon elles. N'en déplaisent aux anciennes ministres, l'expression survit d'année en année et le débat continue de susciter de vifs échanges. Car « *si la "théorie" du genre en tant que telle n'a certainement pas envahi toutes les sphères de la vie sociale, la notion de "genre", en*

revanche, telle que Judith Butler l'a théorisée, à savoir que le féminin et le masculin étaient des constructions sociales et non des essences éternelles, est devenue en quelques décennies un thème parfaitement familier dans la plupart des sociétés occidentales », observe Éric Marty, professeur de littérature française et auteur du *Sexe des Modernes. Pensée du Neutre et théorie du genre* (Seuil). Au-delà de la terminologie donc, le débat d'idées fait rage.

« *Il semble qu'aux États-Unis, la victoire de Trump, sur ce sujet, est l'expression d'un ras-le-bol* », analyse Jean-François Braunstein. Le slogan « *Kamala est pour eux/elles, le président Trump est pour vous* » - qui joue sur les pronoms utilisés par les militants progressistes - a d'ailleurs été aussi massivement diffusé par le président américain que repris par ses soutiens. Mais le « ras-le-bol » vient aussi, et peut-être surtout, de l'impact que ces théories pourraient avoir sur les jeunes générations, estime l'auteur de *La Religion woke* (Grasset, 2022). « *Les détracteurs du nouveau président américain mélangent la question des enfants et des adolescents et celle des adultes : Donald Trump remet particulièrement en cause le fait que l'on parle de cette théorie aux enfants, avant même leur puberté parfois, mais surtout la transition de genre des mineurs. En réalité, les transitions des adultes préoccupent très peu de monde, sauf lorsque la participation d'hommes biologiques "devenus femmes" met en péril le sport féminin par exemple.* »

Car il faut distinguer deux niveaux - évidemment interconnectés - sur cette question épineuse du genre : « *Il y a d'abord le niveau de l'information, abstraite ou conceptuelle, c'est-à-dire celui de la définition du "genre", et l'aspect beaucoup plus concret, celui de la manifestation de cette théorie dans la réalité, c'est-à-dire les changements de sexe, et donc le transsexualisme* », explique Éric Marty.

Aux États-Unis, sur 1,6 million de personnes se définissant comme transgenres, plus de 300 000 sont âgées de 13 à 17 ans, comme le rapporte une étude du Williams

Institute, groupe de réflexion de l'université Ucla. S'il est très difficile de savoir combien de mineurs ont entrepris des démarches médicales via des bloqueurs de puberté ou des opérations, c'est pour sûr leur augmentation - même prétendue - qui cristallise la colère des pourfendeurs de la « théorie du genre ». En témoignent les décisions politiques qui avaient précédé les annonces de Donald Trump sur le sujet : d'après le site Human Rights Campaign, 26 États américains avaient déjà interdit les thérapies de transition pour les mineurs. Interdiction que la Maison-Blanche a promis d'étendre à tout le pays en mettant fin - par décret une nouvelle fois - aux aides publiques pour les traitements de transition de genre des mineurs, chimiques comme chirurgicaux, fin janvier. « *À travers le pays, les professionnels de santé mutilent et stérilisent un nombre grandissant d'enfants influençables (...). Cette tendance dangereuse sera une tache sur notre histoire et elle doit prendre fin* », avait avancé le président américain pour se justifier.

En France, comme dans le reste de l'Europe, c'est également la question des mineurs qui suscite de vifs désaccords : cette opposition de fond est pourtant souvent caricaturée en affrontement stérile entre ceux qui seraient « transphobes » et ceux qui souhaiteraient que la transition de genre soit possible partout et en toutes circonstances. « *En Europe, tout cela commence aussi à vaciller. Le monde occidental a été le seul à adhérer à ces thèses, et parmi tous ces pays, la France, l'Allemagne ou encore la Belgique sont les seules à poursuivre dans cette voie sans ralentir* », estime Jean-François Braunstein. C'est « *le dernier grand message idéologique que l'Occident a envoyé au reste du monde* », avait même avancé Éric Marty dans nos pages.

Mais depuis, ce message a subi quelques coups de semonce. « *Il y a eu le rapport de la pédiatre Hilary Cassen janvier 2024 qui appelait à changer d'approche sur les soins apportés, en Angleterre. Les pays du Nord, comme la Suède, la Finlande ou la Norvège, ont également fait demi-tour* », égrène Jean-François Braunstein. La Suède a en effet décidé en 2022 de limiter l'accès aux traitements

hormonaux de changement de genre pour les mineurs, et a décidé de restreindre drastiquement le recours à l'ablation des seins chez les adolescentes. Le pays, pourtant historiquement ouvert au changement de genre, a invoqué la prudence. La Direction de la santé suédoise avait constaté une forte augmentation des cas de dysphorie de genre (souffrance d'une personne en raison d'un décalage entre son sexe biologique et le genre auquel elle s'identifie), notamment chez les jeunes filles de 13 à 17 ans, avec un bond de 1 500 % depuis 2008. Cela n'a pas empêché le pays de voter en avril 2024 une loi abaissant de 18 à 16 ans l'âge minimum pour changer de sexe à l'état civil et faciliter l'accès à des interventions chirurgicales. Près de 60 % de la population suédoise y était pourtant opposée, note une étude relayée par l'AFP. Preuve, s'il en est, de la confusion qui règne sur le sujet.

Scénario similaire outre-Manche, où la fermeture du service spécialisé dans l'accompagnement d'enfants de la clinique Tavistock avait été décidée en 2023 après la publication d'une enquête détaillée qui révélait comment des cliniciens londoniens avaient prescrit à la hâte et sans prudence des traitements hormonaux aux lourdes conséquences à de jeunes adolescents. Les activités de cette institution publique donnaient lieu à de vives controverses, que le *Financial Times* avait in fine qualifiées de « *scandale médical* ».

Les débats passionnels sont également présents en France, comme en témoigne le tollé survenu au lendemain des révélations d'un projet de recommandations émanant de la Haute Autorité de santé sur la question, en décembre dernier. L'autorité publique indépendante envisageait en effet la mise en place d'un accès gratuit à la transition de genre pour tous, à partir de l'âge de 16 ans. Ses recommandations, qui coïncidaient avec nombre de revendications portées par les associations transactivistes, ont fait dire aux opposants de la « théorie du genre » que cette « *idéologie* » avait bien pénétré nombre d'institutions, pointe Jean-François Braunstein.

Les récentes polémiques autour du programme d'éducation à la vie affective,

relationnelle et sexuelle, prévu pour la rentrée 2025, ont encore alimenté le feu des débats. L'objet des querelles : l'identité de genre, là encore. Dans la version controversée de novembre dernier, la mention apparaissait 17 fois, ce qui avait provoqué l'ire de certaines associations, dont le Syndicat de la famille (ex-Manif pour tous) qui y voyait de l'« idéologie » et du wokisme. En face, les défenseurs du texte dénonçaient dans ces oppositions une offensive « réactionnaire » et rétrograde. La version finalement publiée en janvier 2025 fait apparaître la notion de genre en classe de cinquième - avec la distinction entre « sexe », « genre » et « orientation sexuelle » - et celle d'« identité de genre » en seconde. Un compromis dont on peut parier qu'il ne satisfera personne.

Car la question des sexes en Occident est bien loin d'être réglée, insiste le professeur Éric Marty. « *Plus que jamais, l'ère du soupçon sur nos identités, sur ce qu'est le sexe, sur "l'éternel féminin", sur la masculinité, cette ère du soupçon donc n'est nullement stoppée* », juge-t-il. Face à ce sujet épineux, le président américain, lui, refuse de prendre des pincettes. « *La décision de Trump n'a rien de soudain, elle est la réponse - sans aucun doute provisoire - à l'émergence de revendications de la communauté trans qui sont apparues publiquement dans ce que Judith Butler a appelé les "new gender politics" au début du XXIe siècle et qui a eu assez rapidement des traductions institutionnelles* ». Les exemples ne manquent pas : « *En 2018, l'Organisation mondiale de la santé a renoncé à la notion de transsexualisme au profit de l'idée d'incongruence ou dysphorie de genre, rappelle l'universitaire. On compte aussi les innombrables conflits juridiques autour de l'usage des toilettes publiques qui consacre une binarité remise en cause, ou dans le sport ou pour les prisons.* »

En clair, l'irruption d'une figure aussi radicale que Trump est le point d'orgue d'un conflit qui se joue à plusieurs niveaux. « *La logique même de l'histoire lorsque émerge un discours, a toujours été de le faire suivre d'un contre-discours, d'un projet de restauration,* analyse Éric Marty. *C'est ce qui se passe aujourd'hui, et*

c'est fascinant, trente-cinq ans après la parution de Trouble dans le genre de Butler d'observer la contre-révolution en marche, menée par un homme qui est la caricature de ce que les "genders" voulaient décapiter. Qui sur terre est aujourd'hui plus caricaturalement genré que Trump ? », poursuit l'essayiste en pointant du doigt avec ironie une « créature butlérienne ».

Difficile toutefois d'affirmer que Trump a raison lorsqu'il prétend avoir refermé une parenthèse. Car derrière la décision du chef d'État américain et sa volte-face légale, se massent des centaines de milliers de citoyens qui vont continuer à défendre ces thèses et revendiquer leurs droits. Sur le Vieux Continent, le scénario d'un Trump à l'européenne, et de surcroît à la française, semble peu probable : à remarquer simplement qu'un affrontement semblable à celui qui s'est mis en place aux États-Unis a déjà vu le jour.

